

A l'abordage !!

Nous sommes tous des pirates

Communiqué de presse fédération Sud PTT

Vendredi 9 avril 2009

Rejet d'HADOPI

Le projet de loi Hadopi a été rejeté hier à l'assemblée nationale. Ce projet de loi est âprement discuté depuis plusieurs mois tant sur l'internet que dans les sphères politiques, syndicales ou sociales.

Procédé d'urgence

Le gouvernement a choisi l'épreuve de force et ne donnant pas le temps d'un véritable débat il a préféré mettre en urgence un projet de loi au parlement. Dès le début la fédération SUD PTT a pris position contre cette loi, et les interlocuteurs de l'entreprise France Télécom n'ont pas été en mesure de nous rassurer sur le caractère juste des dispositions de ce texte pour les salariés comme pour le public.

Ce n'est pas en faisant l'impasse d'un débat de société pour satisfaire les intérêts mercantiles de quelques uns que le gouvernement trompera la société française.

Qui doit payer, les FAI, les internautes ?

Pour l'instant c'est une addition salée pour le gouvernement

Personne n'a été dupe du caractère liberticide de cette loi. La caricature est arrivée la « double peine » infligée aux internautes sanctionnés. Une fois la sanction prononcée, la coupure de l'abonnement internet, se pose la question financière. En effet le gouvernement exigeait que l'internaute, malgré son accès internet coupé, continue à payer au fournisseur d'accès son abonnement. Cette solution ravissait les FAI car ainsi ils continuaient de percevoir les sommes forfaitaires des internautes.

Patatra les parlementaires ont refusé ce principe et indiqué que l'internaute n'aurait plus à payer au FAI son accès.

Ce qui signifiait un manque à gagner considérable pour les FAI (pour rappel il est prévu d'envoyer plus de 3000 menaces par jour aux internautes soupçonnés de piratage) !!

Un nécessaire débat

Cette loi est inutile, à l'heure actuelle l'HADOPI ne satisfait ni les internautes, ni les FAI, ni les artistes.

SUD PTT rappelle que le débat sur internet doit rassembler des acteurs telles que les artistes, les syndicalistes, les associations, les internautes afin que tous ensemble ils trouvent une solution tant financière que citoyenne à ce problème du téléchargement. Nous sommes convaincus que des solutions existent mais elles ne passent ni par un contrôle ni par une répression.

SUD PTT sera de ceux qui prolongeront le débat afin qu'enfin le gouvernement entende le désir exprimé ces dernières semaines de constituer un véritable débat sur la création et l'internet.

Le souci du gouvernement, des grandes entreprises de la communication, des FAI, est de pouvoir continuer à vendre pour le plus grand bénéfice des multinationales du secteur. L'accès le plus large à la culture et à la communication, la possibilité pour les internautes de s'échanger des biens culturels, le libre accès aux ressources d'internet... tout cela n'a pas pu être discuté. Toute solution du type contribution ou redevance globale a été rejetée. La répression, au-delà du paiement des biens culturels vise au contrôle des accès et à faire régner les options sécuritaires dans l'internet par la chasse généralisée aux pirates.

Leur volonté, c'est chacun chez soi et la culture sera bien gardée !

Plus de fichiers partagés, plus de wifi en accès libre !

Sud

Fédération des activités postales et de télécommunications

25/27 rue des Envierges 75020 Paris
Tél : 01 44 62 12 00 - Fax : 01 44 62 12 34
Courriel : sudptt@sudptt.fr
Site : www.sudptt.fr

Union
syndicale
Solidaires